

hommes seulement, comme le croient certaines écoles politiques qui mettent de vieilles traditions au service d'un égoïsme toujours jeune ; sa tâche n'est pas non plus de rendre tous les hommes également heureux et riches, quelque soit leur mérite, comme le prétendent les socialistes modernes.

Sa tâche est seulement de procurer, non les moyens, il ne le peut pas, mais la liberté aux plus capables, aux plus utiles, aux plus laborieux, aux plus *économés*, de parvenir, par leurs propres efforts, à la richesse et au bonheur.

Il est temps de conclure ; tous les jours nous entendons répéter : il faut en finir avec le socialisme ! — Nous sommes de cet avis. Mais, pour réussir, il faut nous guérir d'abord des vices que nous lui reprochons. Pour fixer les attributions gouvernementales en matière économique, pour définir ce qui est permis à l'autorité et ce qui lui est défendu, on a admis le principe socialiste ; il faut se hâter d'y renoncer, si l'on veut éviter les conséquences. Il faut se hâter de quitter l'ornière de la protection pour revenir aux conseils donnés depuis si longtemps par l'économie politique. La France est sortie de la voie sûre et facile de la liberté commerciale ; maintenant l'abus que les socialistes peuvent faire du principe protecteur doit la contraindre à plus de sagesse. Le socialisme aura servi à faire comprendre les dangers de l'intervention gouvernementale, comme la contrebande sert à démontrer les vices des tarifs exagérés. Qu'au lieu de protéger, de prohiber, de créer des *maximum*, de primer des industries, de subventionner des entreprises, d'établir des zones, de faire payer aux uns les profits des autres, et de se faire ainsi un vrai professeur de socialisme, le gouvernement se rappelle que sa mission la plus utile et la plus juste, sa mission définitive et hautement morale est, non pas de restreindre, mais de garantir la liberté, c'est-à-dire de réprimer le mal et de *laisser faire* le bien.

J. BUY.